



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement Grand Est**

Unité départementale des Ardennes
1 Place de la Préfecture - BP 60002
08005 Charleville-Mézières

Charleville-Mézières, le 23/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGINODE FRANCE SASU

86 Avenue Jean Baptiste Clément

--

08170 FUMAY

Références : E2 - CaV/DeF - n° 24/267
Code AIOT : 0005703021

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 de l'établissement AGINODE FRANCE SASU implanté 86 RUE J BAPTISTE CLEMENT 08170 FUMAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGINODE FRANCE SASU
- 86 RUE J BAPTISTE CLEMENT 08170 FUMAY
- Code AIOT : 0005703021
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Fumay produit deux types de câbles électriques pour les réseaux de télécommunication (réseau LAN et PTTA).

Thème de l'inspection :

- AN24 Prévention GPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement, article D. 541-361	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement, article D. 541-362	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement, article D. 541-364	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement, article L. 541-15-11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant utilise des granulés de plastique pour la fabrication de ses câbles (réseau de télécommunication et relais antenne). Il dispose des équipements de nettoyage et des procédures pour limiter la dissémination des granulés dans l'environnement. Il a procédé à un audit spécifique sur la prévention des pertes de granulés plastiques en septembre 2023 avec un organisme certifié (AFNOR).

Lors de la visite, les ateliers visités étaient propres et très bien entretenus. Les zones extérieures ne sont pas polluées par les GPI.

Les déchets de process liés au nettoyage des trémies machines, les granulés colorants souillés et les granulés tombés au sol sont contenus et isolés.

Une réflexion est en cours afin d'optimiser la filière déchets : valorisation, incinération, ou transformation sur site des granulés.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection l'inventaire de ses équipements et dispositifs permettant de prévenir la dispersion des granulés dans l'environnement. Il doit également publier les résultats de son audit sur le site Internet de l'entreprise et nettoyer son réseau de collecte des eaux pluviales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : A compter du 1 ^{er} janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1 ^{er} janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.
Constats : L'exploitant utilise des granulés de plastique pour la fabrication de ses câbles (réseau de télécommunication et relais antenne) dans des quantités supérieures à 5 tonnes /an et à une granulométrie supérieure à 0,01 mm. Il dispose des équipements de nettoyage et des procédures pour limiter la dissémination des granulés dans l'environnement. Il a procédé à un audit spécifique sur la prévention des pertes de granulés plastiques en septembre 2023 avec un organisme certifié (AFNOR). Suite à cet audit, des actions correctives ont été mises en place : 1 - Kit récupération déchets GPI dans 20 "Zones propres" ; 2 - Mise à jour des procédures ; 3- Mise en place de filtres spécifiques au niveau des points de rejets (caniveaux).

<p>Lors de la visite, les ateliers visités étaient propres et très bien tenus. Les zones extérieures ne sont pas polluées par les GPI.</p> <p>Les déchets de process liés au nettoyage des trémies machines, les granulés colorants souillés et les granulés tombés au sol sont contenus et isolés.</p> <p>Une réflexion est en cours afin d'optimiser la filière déchets, valorisation, incinération, ou transformation sur site des granulés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article D. 541-361
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1^{er} janvier 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux pluviales de la zone sont filtrées et, malgré la mise en place de filtres textiles DIFOPE BE28 sur tous les regards du réseau des eaux pluviales, le regard avant le rejet contenait quelques granulés. L'exploitant a indiqué que le réseau de collecte des eaux pluviales n'avait pas été nettoyé avant la mise en place de ces équipements.</p> <p>Dans les ateliers, les différents regards réseaux sont obturés avec de la mousse polyuréthane.</p> <p>En cas de déversement accidentel, des kits de ramassage/nettoyage sont installés dans 20 zones du site.</p> <p>Pour le nettoyage régulier, des équipements sont en place (balais, aspirateurs, autolaveuse).</p> <p>Pour les matières premières (environ 10 tonnes), les granulés sont stockés dans des sacs, eux-mêmes protégés dans des octabins. Les granulés servant de colorants sont livrés en sacs de 25 kg, ils sont ensuite placés sur un grand bac de rétention/récupération.</p> <p>Les déchets (purge granulés et agglomérats, granulés colorants récupérés en mélange dans rétention) sont regroupés dans des sacs fermés dans une zone de stockage spécifique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de nettoyer son réseau de collecte des eaux pluviales et de justifier l'absence de granulés dans le dernier regard avant rejet dans le milieu naturel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article D. 541-362
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <p>a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;</p> <p>b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés</p>

de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;

c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;

d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;

e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;

f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;

g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Constats :

L'exploitant dispose des procédures permettant de prévenir la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement :

- les zones à risques, celles où des granulés sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ainsi que les zones de compactage et de conditionnement des granulés sont identifiées sur un plan ;
- les emballages utilisés pour le stockage sont vérifiés une fois par semaine via les audits internes ;
- les consignes en cas de déversement accidentel ont été rappelées lors des points d'équipe et des kits de nettoyage ont été installés dans 20 zones du site ;
- la planification des interventions maintenance pour les équipements est en place, lors de la visite l'exploitant ne disposait pas d'un inventaire de ces équipements ;
- la formation et la sensibilisation du personnel et des tiers intervenants se fait par voie d'affichage et grâce à l'Intranet (le personnel peut y retrouver l'ensemble des procédures) via les points d'équipe journaliers et via le plan de prévention pour les intervenants extérieurs ;
- le dernier audit a été réalisé en septembre 2023, des contrôles internes en auto-évaluation sont réalisés tous les 3 mois.

L'exploitant ne dispose pas de bassin de rétention en amont des équipements. L'eau circule en interne sur le site pour le circuit de refroidissement.

De plus, des consignes sont affichées sur site : pas de transvasement des granulés de matière première avant utilisation, aspiration directe dans les octabins fournisseurs, manutention en nombre limité dans les zones de stockage, séparation systématique GPI et DIB au niveau des machines.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre l'inventaire des équipements et dispositifs permettant de prévenir la dispersion des granulés plastiques dans l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article D. 541-364

Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au

moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Constats :

L'exploitant a réalisé son audit en septembre 2023 avec l'organisme de contrôle AFNOR (organisme certifié).

Cet audit conclut que l'exploitant a une bonne maîtrise des risques, les procédures sont adaptées et le système en place est opérationnel et efficace.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les résultats de l'audit, cependant, ils ne sont pas publiés sur le site Internet de l'entreprise.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre à disposition du public les résultats de l'audit sur son site internet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours